

SAS J.GRENOUILLET
56, rue du Faubourg Saint Antoine
75012 - PARIS

Philippe GUILLARD
107, boulevard Raspail
75006 - PARIS

MASTRAD

Société Anonyme
Au capital de 3.246.450,90 Euros

32 bis/34, boulevard de PICPUS
75012 - PARIS

RCS PARIS 394 349 773

COMMISSARIAT AUX COMPTES

de

l'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2021

RAPPORT SUR LES COMPTES CONSOLIDES

ANNEXES

Le 28 octobre 2021

MASTRAD S.A.

Société Anonyme
Au capital de 3.246.450 Euros

32 bis/34, boulevard de
PICPUS
75012 - PARIS

RCS PARIS 394 349 773

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021

Aux Actionnaires,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société MASTRAD SA relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er juillet 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans l'annexe sous les chapitres 6-« Faits marquants de l'exercice », 9.10.1 « Emprunts et dettes financières » et 10.3 « événements postérieurs à la clôture » .

3 - Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Règles et principes comptables

L'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation, entre autres, des immobilisations incorporelles et financières ainsi que les stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société en matière de consolidation, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

- Estimations comptables

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe aux comptes consolidés concernant la détermination des amortissements sur les immobilisations incorporelles, l'appréciation des immobilisations financières et les provisions sur stocks et sur créances, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

- Conclusion

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

4 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président du Conseil d'Administration.

6 - Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent,

prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes consolidés ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évaluent si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, ils collectent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Ils sont responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris,
Le 28 octobre 2021



Jean GRENOUILLET
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie de Paris



Philippe GUILLARD
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie de Paris

ANNEXES

SOMMAIRE

Note préalable : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en milliers d'euros.

1	BILAN CONSOLIDE	5
2	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	6
3	TABLEAU DE FINANCEMENT PAR L'ANALYSE DES FLUX DE TRESORERIE	7
4	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE	8
5	REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'EVALUATION .	9
5.1	REFERENTIEL COMPTABLE	9
5.2	MODALITES DE CONSOLIDATION	9
5.2.1	METHODES DE CONSOLIDATION	9
5.2.2	METHODES DE CONVERSION DES OPERATIONS EN DEVISES	9
5.2.3	ECARTS D'ACQUISITION	10
5.2.4	DATES DE CLOTURE DES EXERCICES DES SOCIETES CONSOLIDEES	10
5.3	METHODES ET REGLES D'EVALUATION	10
5.3.1	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10
5.3.2	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11
5.3.3	CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT	11
5.3.4	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11
5.3.5	STOCKS ET TRAVAUX EN-COURS	12
5.3.6	CREANCES ET DETTES	12
5.3.7	TRESORERIE ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	12
5.3.8	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	12
5.3.9	IMPOTS SUR LES BENEFICES	12
5.3.10	PROVISIONS	13
5.3.11	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET PRESTATIONS ASSIMILEES	13
5.3.12	DISTINCTION ENTRE RESULTAT EXCEPTIONNEL ET RESULTAT COURANT	14

5.3.13	RESULTAT PAR ACTION	14
6	FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	15
6.1	ACTIVITE	15
6.2	CONTINUITE D'EXPLOITATION	16
7	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	17
7.1	SECTEURS D'ACTIVITE	17
7.2	VARIATION DE PERIMETRE AU 30/06/2021	17
7.3	ORGANIGRAMME AU 30/06/2021	17
7.4	Liste des sociétés consolidées	18
8	COMPARABILITE DES COMPTES	18
8.1	CHANGEMENTS COMPTABLES ET D'EVALUATION	18
9	EXPLICATION DES COMPTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS	19
9.1	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19
9.2	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20
9.3	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	20
9.4	STOCKS ET EN-COURS	21
9.5	VENTILATION DES CREANCES PAR ECHEANCE	21
9.6	DEPRECIATION DE L'ACTIF CIRCULANT ET DES VMP	22
9.7	CAPITAUX PROPRES	22
9.7.1	COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	22
9.8	PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	22
9.9	IMPOTS DIFFERES	23
9.10	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	23
9.10.1	NATURE ET ECHEANCE DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	23
9.10.2	VENTILATION PAR PRINCIPALES DEVISES	23
9.10.3	VENTILATION PAR NATURE DE TAUX	23
9.10.4	DETTE COUVERTES PAR DES SURETES REELLES	23
9.11	AUTRES PASSIFS A COURT TERME	24
9.12	ENGAGEMENTS HORS-BILAN	24
9.12.1	ENGAGEMENTS DONNES	24
9.12.2	ENGAGEMENTS REÇUS	24

9.13	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	24
9.14	RESULTAT FINANCIER.....	25
9.15	RESULTAT EXCEPTIONNEL	25
9.16	IMPOT SUR LES BENEFICES	26
9.16.1	ANALYSE DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES:	26
9.16.2	PREUVE D'IMPOT	26
9.17	EFFECTIF.....	27
10	AUTRES INFORMATIONS	27
10.1	IMMOBILISATIONS	27
10.1.1	VENTILATION DES IMMOBILISATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	27
10.1.2	VENTILATION DES IMMOBILISATIONS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE.....	27
10.2	CHIFFRE D'AFFAIRES	28
10.2.1	REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITE	28
10.2.2	REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE	28
10.3	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	29
10.4	DIRIGEANTS.....	29
10.5	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES	30
10.6	ENTITES AD HOC	30
10.7	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	30

1 Bilan consolidé

ACTIF (En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020	Note n°
Actif immobilisé	1 771	1 396	
Ecart d'acquisition			
Immobilisations incorporelles	492	473	9.1
Immobilisations corporelles	1 136	820	9.2
Immobilisations financières	143	103	9.3
Actif circulant	5 552	4 015	
Stocks et en-cours	1 749	1 550	9.4
Clients et comptes rattachés	1 843	992	9.5
Autres créances et comptes de régularisation	1 573	943	& 9.6
Disponibilités	386	529	
TOTAL	7 323	5 411	
PASSIF (En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020	Note n°
Capitaux propres (part du groupe)	2 129	930	
Capital	3 246	2 746	9.7
Primes	12 112	11 642	
Réserves et résultat consolidé	(12 836)	(12 770)	
Ecart de conversion	(394)	(688)	
Intérêts minoritaires			
Provisions pour risques et charges	66	79	9.8
Dettes	5 128	4 402	
Emprunts et dettes financières	2 699	2 691	9.10
Fournisseurs et comptes rattachés	1 486	1 110	9.11
Autres dettes et comptes de régularisation	943	601	
TOTAL	7 323	5 411	

2 Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020	Note n°
Chiffre d'affaires	9 497	5 045	10.2
Autres produits d'exploitation	958	415	
Achats consommés	(3 888)	(2 449)	
Charges de personnel	(1 415)	(1 069)	
Autres charges d'exploitation	(4 406)	(2 846)	
Impôts et taxes	(71)	(87)	
Dotations aux amortissements et aux provisions	(328)	(277)	9.13
Résultat d'exploitation	347	(1 269)	
Charges et produits financiers	(243)	(108)	9.14
Résultat courant des entreprises intégrées	104	(1 377)	
Charges et produits exceptionnels	3	(38)	9.15
Impôts sur les résultats	109	113	9.16
Résultat net des entreprises intégrées	216	(1 303)	
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0	
Résultat net de l'ensemble consolidé	216	(1 303)	
Intérêts minoritaires	0	0	
Résultat net (part du groupe)	216	(1 303)	
Résultat par action	0,01	(0,07)	
Résultat dilué par action	0,01	(0,07)	

3 Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie

(En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	216	(1 303)
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES (part du groupe et minoritaires)	216	(1 303)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	301	159
- Plus et moins values de cession	0	(1)
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	516	(1 145)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE	(999)	(653)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(483)	(1 798)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(689)	(658)
Cession d'immobilisations	53	167
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(636)	(491)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en apports	970	1 071
Emissions d'emprunts	7	1 680
Remboursements d'emprunts	0	(40)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	977	2 711
VARIATION DE TRESORERIE	(142)	421
Trésorerie d'ouverture	524	102
Trésorerie de clôture	380	524
Incidence des variations de cours des devises	(2)	0

4 Variation des capitaux propres – part du groupe

<i>(En milliers d'euros)</i>	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Total des capitaux propres
Situation à la clôture 30/06/2019	2 408	10 910	(9 794)	(1 678)	(618)	1 228
Affectation du résultat 30/06/2019			(1 678)	1 678		
Résultat 30/06/2020				(1 303)		(1 303)
Augmentation de capital	339	733				1 072
Investissement net			5			5
Ecart de conversion					(71)	(71)
Situation à la clôture 30/06/2020	2 747	11 642	(11 467)	(1 303)	(688)	931
Affectation du résultat 30/06/2020			(1 303)	1 303		
Résultat 31/12/2020				216		216
Augmentation de capital	500	470				970
Investissement net			(277)			(277)
Autres						
Ecart de conversion					290	290
Situation à la clôture 30/06/2021	3 247	12 112	(13 047)	216	(398)	2 129

5 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

5.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe Mastrad sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n° 99.02 du Comité de Réglementation Comptable sont appliquées.

Les comptes consolidés respectent les principes comptables définis ci-dessous.

5.2 Modalités de consolidation

5.2.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés contrôlées exclusivement, directement ou indirectement, par la société mère Mastrad SA, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles Mastrad SA a une influence notable sont mises en équivalence.

La liste des sociétés intégrées au périmètre de consolidation est précisée en note 7.4 « Liste des sociétés consolidées ».

5.2.2 Méthodes de conversion des opérations en devises

Les éventuelles transactions exprimées en devises étrangères sont converties aux cours de change en vigueur au moment de la transaction.

Lors de l'arrêté des comptes, les soldes monétaires en devises sont convertis au taux de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion et celles réalisées lors des transactions en devises sont, le cas échéant, comptabilisées en résultat financier.

Néanmoins, depuis l'exercice clos au 30/06/2011, les écarts de change sur la créance de Mastrad Inc. chez Mastrad SA n'ont pas été comptabilisés en résultat financier mais ont été retraités pour être portés en capitaux propres.

En effet, les besoins structurels de la filiale américaine ont conduit à modifier l'appréciation relative à cette créance et à la considérer comme un investissement net dans une filiale étrangère, dans la mesure où son règlement ne peut être planifié et n'est pas susceptible d'intervenir dans un avenir proche.

5.2.3 Ecarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation,
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Ce poste enregistre donc les écarts consécutifs à une acquisition qu'il n'a pas été possible d'affecter à un poste de l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits en provisions pour risques et charges et font l'objet de reprises sur une durée évaluée de la même manière que l'écart d'acquisition positif.

5.2.4 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 30 Juin 2021 d'une durée de 12 mois.

5.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe Mastrad sont les suivants :

5.3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition.

- Frais de recherche et développement :

Les coûts de développement sont immobilisés, lorsqu'ils répondent aux conditions d'activation, faisabilité technique, intention d'achever, capacité à vendre et probabilité de générer des avantages économiques futurs. Il s'agit principalement de dessins et modèles de nouveaux produits.

- Les autres immobilisations incorporelles :

Elles représentent la valeur d'acquisition de brevets et de logiciels.

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

<i>Immobilisations incorporelles</i>	Méthode	Durée
Frais de recherche et développement	Linéaire	3 ans
Concessions, brevets, licences	Linéaire	1 à 3 ans

5.3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie de chaque immobilisation, à l'exception de certains matériels informatiques amortis selon le mode dégressif.

Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

<i>Immobilisations corporelles</i>	Durée
Installations techniques, matériel, agencements et aménagements divers	3 à 10 ans
Mobilier	10 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Matériel publicité	1 à 3 ans
Véhicule de tourisme	5 ans

5.3.3 Contrats de location-financement

Les opérations réalisées au moyen d'un contrat de location-financement sont majoritairement retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités, et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte.

Ce retraitement ne s'applique qu'aux contrats dont le montant est significatif par rapport à l'ensemble consolidé.

5.3.4 Immobilisations financières

Elles sont constituées essentiellement par des dépôts et cautionnements.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque leur valeur d'utilité à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

5.3.5 Stocks et travaux en-cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires (constitués des frais de transports jusqu'à l'entrée à l'entrepôt et des frais de douane) à l'exception de toute valeur ajoutée.

Une dépréciation peut être constatée sur les produits défectueux de second choix ou à rotation lente.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire des stocks devient inférieure à leur coût d'acquisition.

5.3.6 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire correspond à la valeur effective de la créance que la société considère comme recouvrable.

5.3.7 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Elles regroupent les valeurs mobilières de placement ainsi que les disponibilités en banque du groupe. Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les plus-values latentes ne sont pas constatées.

5.3.8 Subventions d'investissement

Lorsque le Groupe en perçoit, les subventions sont retraitées comme suit :

- Inscription en compte de régularisation au passif,
- Étalement au compte de résultat consolidé.

5.3.9 Impôts sur les bénéfices

Conformément aux prescriptions du CRC n°99-02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé,
- de reports déficitaires dont la récupération est probable.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs,
- ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de leur période de dénouement.

5.3.10 Provisions

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments, s'ils sont constatés, sont principalement relatifs à des litiges ponctuels ou des impôts différés. Il n'y a pas lieu de constater de provisions à caractère récurrent, telles que des garanties données aux clients.

5.3.11 Engagements de retraite et prestations assimilées

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est généralement déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Le montant des engagements en matière de pension, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite des membres du personnel ainsi que les charges sociales y afférent ont été évalués selon la « méthode prospective ».

Une provision pour indemnité de départ à la retraite est calculée et comptabilisée en consolidation pour les sociétés Mastrad SA et Orka.

Les hypothèses suivantes ont été retenues pour déterminer le montant des provisions :

	30/06/2021	30/06/2020
MASTRAD SA		
Convention(s) collective(s) :	Commerce de gros - Cadres - Ouvriers Employés	Commerce de gros - Cadres - Ouvriers Employés
Taux d'actualisation :	0,79%	0,74%
Taux de turnover :	10%	10%
Taux d'augmentation de salaire :	3%	3%
Âge de départ à la retraite :	65 ans	65 ans
Taux de charges sociales :	46,00%	46,00%
ORKA		
Convention(s) collective(s) :	Commerce de gros - Cadres - Ouvriers Employés	Commerce de gros - Cadres - Ouvriers Employés
Taux d'actualisation :	0,79%	-%
Taux de turnover :	10%	-%
Taux d'augmentation de salaire :	3%	-%
Âge de départ à la retraite :	65 ans	-
Taux de charges sociales :	46,00%	-%

5.3.12 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

5.3.13 Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à l'exception des actions propres).

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

6 Faits marquants de l'exercice

6.1 Activité

Les résultats du groupe pour l'exercice sont devenus positifs sur l'exercice grâce à la conjonction de plusieurs facteurs.

Les différents confinements ont ramené le consommateur dans sa cuisine, générant un fort courant d'affaires internet durant les confinements et une fréquentation accrue chez nos clients distributeurs lors des déconfinements. Cette tendance se poursuit et devrait s'inscrire dans la durée, les consommateurs ayant retrouvé le goût du fait maison et le perfectionnement de leur technique culinaire favorise les achats d'équipement. Notre valeur de vente moyenne par produit augmente substantiellement. Les ventes de nos produits IoT, fortement contributives représentent aujourd'hui plus de 48% des ventes totales du groupe. Chiffre en progression permanente. Les ventes de nos gammes traditionnelles croissent de 15% sur l'exercice, portées par l'appétit du consommateur et par la hausse de nos ventes internet (+58%). Le chiffre d'affaires France, 3,8 M€, en hausse de 47%, bénéficie de l'engouement des consommateurs pour le fait maison, catalysé par la crise sanitaire et par les ventes de nos produits connectés mais aussi par la hausse de nos ventes via internet : +58% sur l'exercice. Le chiffre d'affaires export (hors USA) s'établit à 1,5M€, en hausse de 7 %, sa progression étant limitée par les mesures sanitaires draconiennes en Europe. Le chiffre d'affaires USA (Mastrad Inc. plus vente directe aux industriels via notre filiale Orka SAS) est en très forte croissance de +290% par rapport à N-1 porté par les ventes de nos sondes connectées. Le résultat net de Orka SAS est très fortement contributeur.

La rentrée du mois de septembre a fonctionné à plein avec de nouveaux référencements sur une large palette de clients, l'absence de salons, Maison & Objets en principal, n'ayant absolument pas nuit à nos performances, les budgets salons étant en partie réinvestis en publicité et marketing digital. Les marchés export malgré une progression ont plus souffert de la pandémie, les clients ne recevant plus de fournisseurs étrangers et les magasins étant clos pour la plupart.

Le deuxième confinement en France et dans le reste du monde n'a pas constitué un coup d'arrêt dans notre chiffre d'affaires, les clients ayant plutôt anticipé la fermeture des magasins de novembre, et prévus des stocks en conséquence pour ceux qui ont pu prioriser le online et assurer du click & collect. L'impact de la crise sur notre premier semestre a été amortie par une dynamique forte du marché français, de notre marque et par nos ventes de sondes connectées à nos clients industriels.

Nos efforts de R&D et de marketing se sont poursuivis. Nous avons étoffé notre équipe R&D et digitale et avons accru nos investissements. Nous avons lancé en Octobre 2020, en France et à l'international, notre sonde meat'it plus, et comme prévu tout un écosystème innovant de contenants alimentaires intelligents, Stor'eat (www.stor-eat.fr), allant d'une toute nouvelle génération de boites hermétiques en verre, en passant par des bocaux et une gamme pour la mise sous vide. Nous avons obtenu plusieurs récompenses internationales (Red Dot) et avons déposé deux brevets sur l'exercice.

6.2 Continuité d'exploitation

Les comptes présentés ont donc été arrêtés suivant le principe de continuité d'exploitation. Toutefois, si ces éléments devaient être moins favorables qu'envisagés, les sociétés pourraient avoir à faire face à un risque de liquidité et à une possible remise en cause du principe de continuité d'exploitation.

7 Périmètre de consolidation

7.1 Secteurs d'activité

L'activité du groupe s'articule autour des axes principaux suivants :

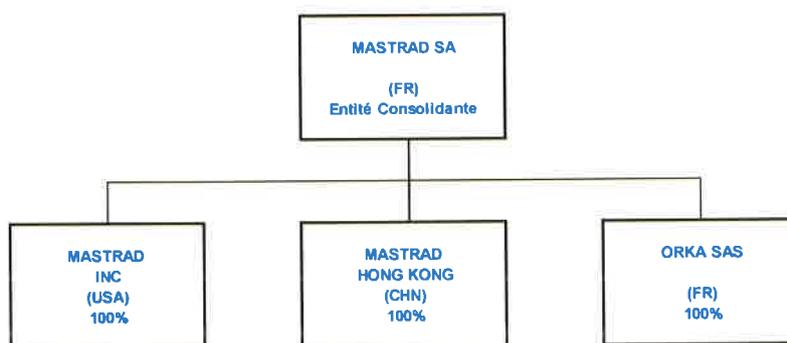
- La conception et la distribution d'accessoires culinaires,
- La vente de détail d'accessoires culinaires,

Ces secteurs d'activité ont été retenus dans le cadre de l'activité sectorielle présentée en 10 - Autres informations.

7.2 Variation de périmètre au 30/06/2021

Aucune variation de périmètre n'est intervenue sur le semestre.

7.3 Organigramme au 30/06/2021



7.4 Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège social	Méthode de consolidation 30/06/2021	Méthode de consolidation 30/06/2020	% d'intérêts consolidés 30/06/2021	% d'intérêts consolidés 30/06/2020	% de contrôle consolidé 30/06/2021	% de contrôle consolidé 30/06/2020
Mastrad SA	B 394 349 773	32 bis - 34 boulevard de Picpus- 75012 Paris - FRANCE	Société mère	Société mère	100%	100%	100%	100%
Mastrad Inc	C 2902839	7461 Beverly BLD - Suite 301 Los Angeles, CA 90036 - USA	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Mastrad HK	36366830-000-01-08-06	16 F HOI KIU commercial building - 158 Connaught Road central - Sheung Wan - HONG KONG	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Orka SAS	753 575 554	32 bis - 34 boulevard de Picpus- 75012 Paris - FRANCE	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

8 Comparabilité des comptes

8.1 Changements comptables et d'évaluation

Aucun changement comptable et d'évaluation n'a été effectué au cours de l'exercice.

9 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.

(L'ensemble des données de ces tableaux est exprimé en K€.)

9.1 Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	30/06/2020	Augment.	Diminut.	Ecart de conversion	Autres variations	30/06/2021
Valeurs brutes						
Ecart d'acquisition						
Frais de recherche et développement (1)	436	4				441
Concessions, brevets, licences	664	63				727
Autres immobilisations incorporelles	18			(1)		17
Avances et acomptes versés	433	159			(162)	430
Total	1 551	226		(1)	(162)	1 614
Amortissements / Dépréciations						
Ecart d'acquisition						
Frais de recherche et développement	(416)	(10)				(426)
Concessions, brevets, licences	(645)	(34)				(679)
Droit au bail						
Autres immobilisations incorporelles	(18)			1		(17)
Avances et acomptes versés						
Total	(1 078)	(44)		1		(1 122)
Valeurs nettes						
Ecart d'acquisition						
Frais de recherche et développement	21	(6)				15
Concessions, brevets, licences	19	28				47
Autres immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes versés	433	159			(162)	430
Total	473	182			(162)	492

(1) Voir note 5.3.1.

9.2 Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	30/06/2020	Augment.	Diminut.	Ecarts de conversion	Autres variations	30/06/2021
Valeurs brutes						
Installations techniques, mat. & out.	2 841	588	(49)			3 381
Autres immobilisations corporelles	1 239	42		(15)		1 257
Avances et acomptes	359	63			(62)	360
Total	4 440	693	(49)	(15)	(62)	5 007
Amortissements						
Installations techniques, mat. & out.	(2 458)	(235)	3		0	(2 690)
Autres immobilisations corporelles	(1 161)	(35)		14		(1 181)
Avances et acomptes						
Total	(3 619)	(269)	3	14	0	(3 871)
Valeurs nettes						
Installations techniques, mat. & out.	383	354	(46)		0	691
Autres immobilisations corporelles	79	8		(1)		86
Avances et acomptes	359	63			(62)	360
Total	820	424	(46)	(1)	(62)	1 136

9.3 Immobilisations financières

(En milliers d'euros)	30/06/2020	Augment.	Diminut.	Ecarts de conversion	30/06/2021
Valeurs brutes					
Titres Participation non conso	2 056				2 056
Créances rattachées à des participations	350				350
Autres immobilisations financières (1)	253	49	(8)	(2)	294
Titres mis en équivalence					
Total	2 659	49	(8)	(2)	2 699
Provisions pour dépréciation					
Titres Participation non conso	(2 056)				(2 056)
Créances rattachées à des participations	(350)				(350)
Autres immobilisations financières	(151)				(151)
Titres mis en équivalence					
Total	(2 556)				(2 556)
Valeurs nettes					
Titres Participation non conso	0				0
Créances rattachées à des participations					
Autres immobilisations financières (1)	103	49	(8)	(2)	143
Titres mis en équivalence					
Total	103	49	(8)	(2)	143

(1) Incluant les dépôts et cautionnements correspondant aux contrats d'affacturage 27 k€.

9.4 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se présentent ainsi :

(En milliers d'euros)	30/06/2020	Augment.	Diminut.	Ecart de conversion	30/06/2021
Valeurs brutes					
En-cours et services	8				8
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises	2 131		(122)	(26)	1 983
Total	2 139		(122)	(26)	1 991
Provisions pour dépréciation					
En-cours et services					
Marchandises	(589)	(6)	346	7	(243)
Total	(589)	(6)	346	7	(243)
Valeurs nettes					
En-cours et services	8				8
Marchandises	1 542	(6)	224	(19)	1 740
Total	1 550	(6)	224	(19)	1 749

9.5 Ventilation des créances par échéance

Les créances se décomposent, par échéance, de la manière suivante :

Valeurs brutes (En milliers d'euros)	30/06/2020	30/06/2021	< 1 an	> 1 an
Avances et acomptes versés	124	611	611	-
Clients et comptes rattachés (1)	1 465	2 163	2 163	-
Comptes-courants débiteurs	907	907	907	-
Débiteurs divers	385	487	487	-
Charges constatées d'avance	435	475	475	-
Total	3 316	4 644	4 644	

(1) Depuis septembre 2015, la société Mastrad SA a eu recours à des cessions de créances auprès d'un organisme de factoring. Au 30 Juin 2021, l'en-cours des créances cédées était de 266 K €.

9.6 Dépréciation de l'actif circulant et des VMP

Les dépréciations de l'actif circulant se décomposent ainsi :

(En milliers d'euros)	30/06/2020	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	30/06/2021
Clients et comptes rattachés	(473)	(3)	157	-	(320)
Stocks Marchandises	(589)	(6)	346	7	(243)
Comptes courants	(907)	-	-	-	(907)
Valeurs mobilières de placement	(119)	-	0	-	(119)
Total	(2 088)	(10)	502	7	(1 589)

9.7 Capitaux propres

9.7.1 Composition du capital social

Au 30 Juin 2021, le capital social se compose de 23 188 935 actions d'une valeur nominale de 0,14 euros chacune.

9.8 Provisions pour Risques & Charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2020	Dotations	Reprises	30/06/2021
Provisions pour indemnités de départ à la retraite (1)	14	5	-	19
Provisions pour litiges	65	-	(18)	47
Total	79	5	(18)	66

(1) Les provisions pour indemnités de départ à la retraite s'élèvent à 19 K€ pour Mastrad SA.

9.9 Impôts différés

Compte tenu des perspectives futures, le groupe limite ses impôts différés depuis le 30 juin 2017. Ainsi, au 30 Juin 2021, aucune incidence sur les comptes consolidés n'est constatée.

9.10 Emprunts et dettes financières

9.10.1 Nature et échéance des emprunts et dettes financières

Total emprunts et dettes financières (En milliers d'euros)	30/06/2020	30/06/2021	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires	2 000	2 000	0	2 000	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	680	687	-	687	-
Emprunts en crédit-bail	-	-	-	-	-
Dettes financières diverses	5	5	5	-	-
Concours bancaires courants	6	7	7	-	-
Total emprunts et dettes financières	2 691	2 699	12	2 687	

9.10.2 Ventilation par principales devises

Tous les emprunts et dettes financières sont souscrits en euros.

9.10.3 Ventilation par nature de taux

Tous les emprunts et dettes financières sont souscrits à taux fixe.

9.10.4 Dettes couvertes par des sûretés réelles

Néant.

9.11 Autres passifs à court terme

Les autres passifs à court terme se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2020	30/06/2021	< 1 an	2 à 5 ans	> 5 an
Fournisseurs	1 110	1 486	1 486	-	-
Avance Acomptes reçus sur commandes	32	26	26	-	-
Dettes fiscales et sociales	299	493	493	-	-
Comptes Courants Créiteurs	6	5	5	-	-
Dettes diverses	264	419	419	-	-
Total autres passifs à court terme	1 711	2 429	2 429		

9.12 Engagements hors-bilan

9.12.1 Engagements donnés

Au 30 juin 2021, les engagements en matière de location simple et de location financement n'ayant pas fait l'objet d'un retraitement (non significatif) représentent un montant de 7 K€ chez Mastrad SA.

9.12.2 Engagements reçus

Néant

9.13 Amortissements et provisions

Le montant des dotations aux amortissements et aux provisions figurant en résultat d'exploitation peut être détaillé de la manière suivante :

(En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
Reprises de provisions d'exploitation	502	143
Total reprises d'amortissements et de provisions	502	143
Dotations aux provisions d'exploitation	(14)	(2)
Dotations aux amortissements d'exploitation	(314)	(274)
Total dotations aux amortissements et aux provisions	(328)	(277)

9.14 Résultat financier

Le détail des charges et produits financiers de la période est le suivant :

(En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
Produits financiers		
Gains de change	63	67
Total	63	67
Charges financières		
Pertes de change	(129)	(47)
Intérêts et charges assimilées	(154)	(120)
Charg.nettes sur cession Val.mob.pla	(24)	
Autres Charges Financières	(0)	(8)
Total	(307)	(175)
Résultat financier	(243)	(108)

9.15 Résultat exceptionnel

Les éléments figurant dans le résultat exceptionnel sont détaillés dans le tableau suivant :

(En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	47	187
Produits exceptionnels sur opérations en capital	46	165
Autres produits exceptionnels	173	
Reprises de provisions et transferts de charges	18	160
Total	283	512
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	3
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	(217)	(83)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(46)	(163)
Autres Charges exceptionnelles	(18)	(257)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions		(50)
Total	(280)	(550)
Résultat exceptionnel	3	(38)

9.16 Impôt sur les bénéfices

9.16.1 Analyse de l'impôt sur les sociétés:

(En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
Crédit d'impôt - Produit	109	113
Impôts différés - Produit		
Total	109	113

9.16.2 Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique, qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France, s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2021
Résultat avant impôt	107
Taux d'imposition normal applicable en France (%)	28.00%
Charge d'impôt théorique	(30)
Incidence des :	
- Economies d'impôts résultant de l'utilisation de déficits fiscaux reportables antérieurement non reconnus	257
- Non activation des pertes fiscales générées sur l'exercice et autres différences temporelles non reconnues	(26)
- Désactivation des impôts différés actifs antérieurement reconnus	-
- Crédits d'impôts	78
- Différences permanentes	(171)
- Amortissement / reprise des écarts d'acquisition	
Produit d'impôt effectivement constaté	108
Taux d'impôt effectif (%)	N/A

9.17 Effectif

L'effectif moyen employé par les entreprises intégrées globalement se décompose comme suit :

	30/06/2021	30/06/2020
Cadres et équivalents	26	19
Employés	6	5
Total	32	24

10 Autres informations

10.1 Immobilisations

10.1.1 Ventilation des immobilisations par secteur d'activité

Les immobilisations par secteur d'activité se présentent comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
Conception et distribution d'accessoires culinaires	980	1 121
Vente de détail d'accessoires culinaires	791	275
Total	1 771	1 396

10.1.2 Ventilation des immobilisations par zone géographique

Les immobilisations n'ont pas été affectées à une zone géographique en particulier en raison de leur utilisation globale pour l'ensemble des secteurs.

10.2 Chiffre d'affaires

10.2.1 Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité

La ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
Conception et distribution d'accessoires culinaires	5 295	3 969
Vente de détail d'accessoires culinaires	4 202	1 076
Total	9 497	5 045

10.2.2 Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
France	3 503	2 562
Europe	1 170	1 053
Asie	253	202
Amerique	4 562	1 226
Reste du monde	9	1
Total	9 497	5 045

10.3 Evénements postérieurs à la clôture

La poursuite du « fait maison » lié au télétravail qui se pérennise dans les entreprises a bénéficié à notre activité traditionnelle en France et à l'export depuis le début de l'exercice. Le CA de nos produits connectés a été lui aussi en forte croissance.

Une accélération des efforts en R&D. La Société a présenté lors des salons Maison et objets et SIRHA, sa nouvelle collection de sondes de cuisson et de contrôle de la chaîne du chaud et du froid, à l'intention du grand public et des professionnels des métiers de bouche qui l'ont plébiscité. Ce nouvel écosystème « Orka Trace » assure une parfaite transparence et traçabilité de la chaîne HACCP, depuis l'aliment cru jusqu'à l'assiette de tous les consommateurs. Il générera à moyen terme une multiplication de nos ventes de sondes mais aussi des revenus récurrents et exponentiels de services, licences et consommables.

Lors du prochain CES de Las Vegas en Janvier 2022 pas moins de 4 sondes innovantes brevetées ou en instance, seront présentées venant ainsi enrichir la gamme qui est le contributeur important à l'activité du Groupe.

La Société mène actuellement plusieurs discussions susceptibles de conduire à de nouveaux partenariats majeurs dans les prochains mois. Les acteurs professionnels comme ceux du grand public sont aujourd'hui convaincus par notre écosystème IoT.

Le chiffre d'affaires du groupe au Premier trimestre de l'exercice en cours commencé le 1^{er} Juillet 2021 est maintenu à 2 171K€ contre 2 163K€ qui était un excellent trimestre et ce, malgré les contraintes socio-économiques qui brident notre croissance. Face aux hausses de prix nous ajustons nos tarifs en conséquence afin de préserver notre rentabilité.

Nous prévoyons une légère croissance du chiffre d'affaires et maintien de la profitabilité à un niveau proche de celui dégagé au cours de l'exercice écoulé jusqu'au printemps puis accélération très forte probable attendue sur la fin de l'exercice suite à la mise sur le marché de notre nouvel écosystème de traçabilité de la chaîne du chaud et du froid et aux livraisons à nos partenaires industriels de notre nouvelle génération de sondes.

Notre retournement s'effectue avec succès, de même que notre pivotement vers un business model plus axé sur le digital et l'usage professionnel de solutions produits liées à nos innovations. Le contrôle et la traçabilité de l'ensemble de la chaîne de transformation alimentaire, grand public ou professionnel, réduisent le gaspillage. Ils améliorent la sécurité du consommateur et la confiance du professionnel tout en réduisant l'intervention manuelle. Cependant, et même si nous les avons anticipées en partie, les difficultés d'approvisionnement et la hausse des coûts sont un challenge à notre croissance que nous relevons. Nous prévoyons, après quelques mois de stabilité, une accélération exponentielle de notre CA et résultats à moyen terme tout en accélérant nos investissements.

10.4 Dirigeants

Cette information n'est pas fournie dans la mesure où elle aboutirait à communiquer un montant individuel.

10.5 Informations sur les parties liées

Néant.

10.6 Entités ad hoc

Néant.

10.7 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires relatifs aux prestations du collège des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice s'élèvent à :

(En milliers d'euros)	30/06/2021
Mastrad SA :	32
ORKA:	5
P.Guillard	37
Mastrad SA :	23
J.Grenouillet	23
Mastrad INC :	4
Frazer :	4
Mastrad HK :	1
Rich Rise	1
Mastrad HK :	3
S LIU	3
Honoraires des Commissaires aux Comptes au titre de la période :	68